

rence de la commune V de Bamako. Les difficultés rencontrées par ce que de rassurer du soutien de sa structure pour trouver des solutions Moussa Aly Karembé, stagiaire.

CRISE AU NORD DU MALI / L'AME propose une assistance médico-sociale aux victimes de violences

Pour voler au secours des populations déplacées du nord à Bamako, l'Association malienne des expulsés et son partenaire allemand Medico-International viennent d'initier un projet pilote d'assistance médico-sociale au profit des filles et femmes qui ont été victimes de violences. Cette initiative était hier au Centre d'une conférence de presse.



Depuis la crise du nord, la solidarité légendaire entre maliens s'est exprimée en faveur des personnes déplacées sur toute l'étendue du territoire. Pour sa part, l'AME, en plus de ce qu'elle fait déjà pour les populations déplacées à Bamako, vient de décider de voler au secours d'une catégorie d'entre elles qui sont ignorées : Les filles et femmes victimes de violence et déplacées à Bamako. Alassane Dicko, l'un des responsables de l'AME, a indiqué que les femmes et les enfants sont ceux-là qui ont payé un lourd tribut depuis le déclenchement de la crise. Selon lui, des filles et des femmes ont été victimes de la barbarie des envahisseurs et vivent

sous le poids du traumatisme subi. Il a indiqué qu'en plus de tout ce que l'AME, fidèle à sa vocation, fait déjà pour les populations déplacées, un programme spécifique a été développé au profit des filles et femmes qui ont subi des violences. « Le programme conçu avec l'aide du partenaire allemand Medico-international pourra prendre en compte 100 femmes et filles, sur un besoin de prise en charge estimé à 425 femmes », a-t-il déclaré. Pour sa part, Amadou Coulibaly, un autre responsable de l'AME, a ajouté que sa structure a été sollicitée par certaines déplacées qui avaient besoin d'assistance médico-sociale. « Et, comme on n'a pas suffisamment de

moyens au niveau de notre association, nous avons sollicité nos partenaires pour un projet pilote qui puisse les aider et démontrer la nécessité de telles interventions », a-t-il déclaré. A son avis, leur partena-

ire allemand Medico-International a bien voulu les aider pour une assistance à une centaine de femmes et filles. Le programme qui a démarré le 1^{er} août 2012 assure une prise en charge psychologique et médicale, grâce à l'intervention d'un psychologue et d'un médecin. Mieux, il dira qu'un autre programme est mis en place avec Médecins du monde et permet aux déplacés qui sont concernés de se faire soigner gratuitement dans des CSCOM partenaires. Il faut signaler que la centaine de bénéficiaires recevront des vivres dans les jours à venir.

Assane Koné



sanction à fortiori de sanction effective».

Par ailleurs la libération du septentrion d'individus sans vergogne et sans orientation, la prise de dispositifs sécuritaires sérieux et permanents afin que de telles invasions ne se répètent plus, l'organisation d'élections libres justes et transparentes et dans les délais font partie de leurs préoccupations.

En outre, la Jeunesse Union Africaine rappelle à la classe politique et à la société civile de se mettre au dessus des considérations partisans, pour soutenir le nouveau gouvernement afin qu'il assure un bon résultat.

A la suite du coup d'Etat du 22 mars 2012 qui a précipité l'occupation des 2/3 du pays par les mouvements indépendantistes et intégristes, le Mali se trouve confronté d'une part à une crise d'occupation d'une partie de son territoire et d'autre part à une crise institutionnelle, occasionnant la suspension de la coopération de plusieurs partenaires au développement. Sous la menace de sanction de la CEDEAO, l'ordre constitutionnel est établi et l'accord cadre est signé par les militaires. Des actes majeurs qui ont été salués par l'opinion nationale et internationale.

Cette conférence s'inscrit donc dans le cadre de la gestion de la crise qui menace la survie de notre destin, après que le peuple malien souverain ait répondu à toutes les exigences de la CEDEAO et de l'Union Africaine, a dit le conférencier.

Binta Gadiaga

Les propositions de dialogue, émises par la CPM, ne sont pas une nouveauté. On le sait, depuis fort longtemps que la crise dure, des adeptes du dialogue politique n'ont pas cessé de se faire entendre sur la nécessité de privilégier les négociations.

Mais, depuis, plus rien. Au fur et à mesure que jours s'éloignent, le nord du pays, occupé par ces islamistes extrémistes, s'enfoncé davantage dans le chaos; chacun des occupants privilégiant ses visées hégémoniques, fondées soit sur la charia (Ançardine, Mujao), soit sur l'indépendance pure et simple de l'Azawad (MNLA).

La Coalition pour le Mali se méprend-elle sur la réalité? En tout état de cause, le nord du pays est occupé par des groupes armés extrémistes dont les principales revendications (application de la charia et indépen-

c'est faire preuve d'une naïveté grotesque.

Comment alors, une telle administration, choisie de manière sélective (un chef du Mujao exclut d'emblée la présence des préfets et autres représentants de l'État) peut-elle exécuter convenablement, dans ces conditions de terreur et d'intimidation, la mission de service public au nom de l'intérêt général?

Au-delà de l'opportunité de cette démarche, pour le moins hasardeux, la pertinence de l'initiative de la Coalition pour le Mali est douteuse. Cela, pour la simple raison que la problématique de la crise du nord-Mali doit être abordée sous son caractère national, en ce sens que toute implication dans cette crise qui n'est pas revêtue du visa des autorités nationales est risquée.

D'ailleurs sur RFI, en guise de riposte, l'un des chefs militaires d'un des groupes

ne négociera ouvertement.

DÉPLACÉS VICTIMES DE VIOLENCE:

L'AME active un programme médico-social

L'Association des expulsés du Mali (AME) a animé, hier jeudi, une conférence de presse à son siège, à Djélibougou, pour expliquer l'état d'avancement de son programme de prise en charge médico-sociale des déplacés des régions du Nord à Bamako, victimes de violence sexuelle. La conférence était animée par Allassane DICKO et Amadou COULIBALY, avec comme modérateur Ousmane DIARRA, président de l'Association.

La conférence avait pour thème: «L'assistance médico-social des déplacés du Nord du Mali: cas des filles et femmes victimes des violences».

Selon Allassane DICKO, les enquêtes préliminaires menées par l'AME pour s'enquérir de l'état des filles et femmes déplacées dans Bamako ont révélé de sérieux traumatismes chez les victimes qui n'osent pas parler des violences qu'elles ont subies.

En effet, révèle-t-il, l'AME a déjà établi un premier contact avec les femmes et les filles déplacées dans certains sites de Bamako.

Il s'agit maintenant de mettre en œuvre la deuxième phase du programme qui consiste à établir un chronogramme de plaidoyer, un agenda d'assistance médico-sociale à l'endroit des victimes et une planification de formations pour outiller les acteurs associatifs constitués en réseau d'assistance aux personnes déplacées du Nord du Mali, a-t-il expliqué.

Les activités proposées permettront d'élargir les interventions de l'AME à la prise en charge psychologique des déplacés internes, en général, et celle des femmes et filles affectées moralement.

L'assistance directe aux femmes et filles victimes des violences dans le Nord donne

l'opportunité de collecter les témoignages du vécu, de dénombrer quantitativement les bénéficiaires par individu, par zone et les attentes exprimées.

En outre, la consultation et le suivi d'un médecin référant permettent de déterminer l'état de santé physique des femmes et filles victimes des violences, a soutenu le conférencier.

Au-delà des femmes et filles victimes des violences, les bénéficiaires de l'action seront également les personnes âgées, leurs familles et leur entourage, de par la nature communautaire ou familiale du déplacement forcé interne au Mali, selon M. DICKO. Un appui matériel va consolider la réintégration sociale pour une catégorie de personnes déplacées à Bamako et particulièrement affectées par la crise au Nord Mali, a-t-il ajouté.

Le Programme medico-social en cours d'exécution par l'AME est financièrement soutenu par l'ONG allemande, Médico-international, a indiqué Amadou COULIBALY. Il s'étend, selon lui, sur trois mois et va concerner surtout les filles et femmes victimes de violence sexuelle ou de violence tout court, a indiqué M. COULIBALY.

A cet effet, l'AME dispose d'un médecin en santé publique et d'un psychologue, a-t-il indiqué. Aussi, elle a un partenariat avec des Centres de santé communautaires (CS-COM) de la place qui offrent leurs services aux bénéficiaires, conditionnés à la possession d'une carte.

Déjà, le plafond des cent bénéficiaires autorisés par le programme est bouclé sans pouvoir prendre en compte les besoins exprimés qui sont aujourd'hui à plusieurs centaines, a-t-il regretté.

En dehors du programme médico-social, l'AME apporte aujourd'hui son assistance à

plus de 400 déplacés des régions du Nord du Mali ainsi qu'à des expulsés venus des pays d'Afrique et d'Europe auxquels elle assure la restauration et l'hébergement temporaire.

M. Ousmane DIARRA a expliqué que les expulsions sud-sud ont pris de l'ampleur ces derniers temps.

Le gros contingent nous vient généralement de l'Angola, selon lui.

Rare sont les semaines où ce pays ne renvoie pas au moins une cinquantaine de personnes dans notre pays, a-t-il regretté.

Il faut noter que selon les témoignages recueillis auprès de nombreuses organisations de défense des Droits de l'Homme, de nombreuses fillettes et des femmes ont été violées parfois sur la place publique par les occupants des régions du Nord du Mali.

Les rapports publiés par l'Association malienne de défense des droits de l'homme (AMDH) et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) sont illustratifs, à cet effet.

«Des victimes, des témoins et des membres des familles des victimes ont signalé une vague d'enlèvements de femmes et de filles par les groupes armés. Des témoins ont décrit les enlèvements par les rebelles d'au moins 17 femmes et de filles dont certaines n'avaient pas plus de 12 ans. Une jeune fille de 14 ans a indiqué à Human Rights Watch que six rebelles l'ont retenue captive à Gao et l'ont violée sur une période de quatre jours. Un résident de Tombouctou a expliqué qu'il avait vu trois miliciens arabes entraîner de force une fille d'environ 12 ans depuis chez sa mère jusque dans un bâtiment abandonné où elle a été violée», relate le rapport.

Par Sidi DAO

AVIS DE DECES

L'Association des Editeurs de la Presse privée du Mali, ASSEP, a le regret de vous annoncer la disparition, le mercredi 29 août 2012, de Madame Fofana Kadidia Dagnon, à l'âge de 73 ans, mère du confrère, Mamary Fofana, Directeur de publication du journal «Le Patriote». L'enterrement a eu lieu le même jour à 16 heures chez feu son mari à Sansanding.

A cette douloureuse occasion, l'Assep présente à la famille Fofana durement éplorée ses condoléances les plus attristées et prie pour le repos éternel de l'âme de la disparue.

Puisse Allah l'accueillir dans son paradis.

Amen !

Bamako, le 29 août 2012
Le Secrétaire à l'Information
Dado Camara